

Une prise de conscience syndicale en Guadeloupe

Quand on s'intéresse aux questions de politisation et d'engagement, on n'insiste que rarement sur les mécanismes qui amènent des individus « peu politisés » – ou, pour être plus précis, dont les dispositions à la participation politique et à l'engagement ne se sont pas manifestées ou n'ont pas été explicitées en tant que telles – à se tourner vers une organisation syndicale durant une période de mobilisation. Notamment, lorsque ces individus déclarent s'investir dans l'action syndicale non pas pour des motifs strictement professionnels, mais parce que les syndicats, en tant qu'« appareils de mobilisation dans le champ des luttes sociales »¹, leur semblent porteurs de solutions concrètes apportées à des problématiques politiques locales. L'entretien qui suit a été réalisé avec M., adhérente à l'Unsa, actuellement en formation au Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole (CFPPA) de Basse-Terre, en Guadeloupe, après avoir occupé un emploi administratif à la mairie de Baillif. Elle s'est syndiquée après la « grève des 44 jours » survenue en 2009, grève au cours de laquelle elle s'est mobi-

Propos recueillis par
PIERRE ODIN
Doctorant en science politique
à Sciences-po Paris

lisée à l'appel du collectif LKP – *Liyannaj Kont pwofitasyon*² – aux côtés de milliers d'autres Guadeloupéens. Malgré sa sympathie revendiquée pour l'Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens (l'UGTG), syndicat indépendantiste majoritaire dans l'île, M. n'a pas rejoint les rangs de cette organisation. Assez rapidement dans l'entretien, elle affirme pourtant être « en accord avec la vision de l'UGTG, surtout depuis LKP ». C'est cette posture qui a attiré notre attention, tant l'UGTG est fréquemment décriée

1. Selon l'expression retenue par Sophie Bérout. Voir Bérout Sophie, « Un renouveau de la critique syndicale ? », *Mouvements*. 2002, vol. 24, n° 5, p.42.

2. LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon), « Unité contre l'exploitation ». Ce collectif de 48 organisations, initié le 5 décembre 2008 et toujours à l'oeuvre actuellement, se donne pour but de mobiliser la population guadeloupéenne contre la « vie chère », en désignant le système d'échange économique entre la métropole et la France comme responsable d'une hausse des prix ressentie d'autant plus durement par la population que l'île subit les conséquences de la crise économique. À ce constat d'iniquité est adossée une dénonciation de la mainmise des élites économiques (les « pwofitans ») sur les ressources de l'île, élites dont la richesse contraste avec les difficultés d'une population particulièrement exposée à la pauvreté et au chômage.

pour ses interventions « violentes », et que cette vision de l'UGTG comme un syndicat « violent », « jusqu'au-bou-tiste », « anti-démocratique », ou – pour reprendre une expression antillaise particulièrement médiatisée – « macoutiste » est largement relayée par les médias et agitée par un grand nombre de responsables politiques guadeloupéens.

De prime abord, il peut paraître paradoxal que M. décide de défendre le point de vue de l'UGTG alors qu'elle fait elle-même partie d'une organisation plus « modérée », et que l'UGTG continue d'être assimilée au désordre et à un mouvement révolutionnaires par nombre de Guadeloupéens. Il faut d'abord prendre en compte le fait que cette vision de l'UGTG agit souvent comme un « épouvantail », agité par les élites politiques et patronales pour discréditer le projet politique indépendantiste et se prémunir contre toute forme de conflictualité sociale. Cependant, il faut également comprendre que la sympathie de M. envers le projet défendu par l'UGTG ne fait pas l'économie d'un examen critique des positions de ce syndicat. En revanche, cet extrait d'entretien se propose de rendre compte de l'ampleur du retournement symbolique que suppose cette prise de conscience syndicale – à l'aune d'une mobilisation singulière de par son ampleur, sa durée, et la popularité de son leader, Élie Domota³. Et d'illustrer à quel point, même une fois le premier pas de la prise de conscience franchi, le choix d'une organisation se révèle être une entreprise complexe au sortir d'une mobilisation « bouleversante » pour les repères d'un aspirant militant et vis-à-vis de l'expérience qu'il possède du monde

social. Nous souhaitons ainsi insister sur la dimension à la fois émotionnelle et expérimentale de cette entrée dans la carrière militante, dans la mesure où cette prise de conscience nous apparaît fortement liée à l'effondrement durable des représentations adossées à un monde social et à un imaginaire « colonisés », effondrement qui vient notamment remettre en question la légitimité des dominants, c'est-à-dire des professionnels de la parole et du pouvoir.

Tu dis que tu as du respect pour l'UGTG : selon toi, ils sont plus disposés à appeler à la grève ?

En tout cas c'est eux qui ont commencé ! En 2009, ici, il y a eu la grève des transporteurs. Et qu'est-ce qu'ils ont fait les transporteurs ? Ils ont bloqué les routes, ils se sont fait entendre. En tout cas, il y a une chose qui est sûre : il y a certains responsables, ici en Guadeloupe, quand tu viens t'exprimer avec des revendications, tant que tu ne durcis pas les choses, ils vont se foutre de ta gueule. Ils vont te mener en bateau. C'est pour cela que pour moi, l'UGTG, le fait qu'il soit capable de dire certaines choses, de faire certaines choses... Enfin sinon ça ne sert à rien que tu y ailles. Tu vas toujours te faire mener en bateau.

Est-ce que tu penses que « quelque chose » a changé par rapport à ça ? Par rapport au fait que lorsque l'UGTG est impliquée dans une grève, on leur reproche souvent d'être indépendantistes. On dit : « mais c'est l'UGTG, ils veulent l'indépendance, ils agissent toujours comme ça ! » ?⁴

3. Elie Domota est à la fois porte-parole du LKP et secrétaire général de l'UGTG.

4. L'UGTG est, par ailleurs, un syndicat très hiérarchisé où la discipline militante tient lieu, à

Je dirais que c'était mitigé, surtout au début. Au près des gens qui avaient bien compris les revendications du LKP, qui ont pris la peine d'écouter, d'entendre, ce discours-là avait moins de prise. Et puis le fait qu'il n'y avait pas que l'UGTG, que l'UGTG n'y allait pas toute seule⁵, aussi. Enfin, tout ça, ça faisait que le discours sur l'UGTG ne prenait pas. Mais, ce qu'il y a eu aussi, c'est que les gens ont pu voir que les dirigeants du LKP ont été « vrais », qu'ils avaient un discours très honnête. Un discours très pédagogique aussi. Et les gens ont compris. Et même ma mère, une personne très... Il fallait la voir quand on parlait de l'UGTG avant : « Sa nèg ka bloké là, ces nègres qui bloquent » mais là, pas une seule fois elle ne m'a dit quelque chose comme ça. Par exemple, avant 2009, si elle avait su que je voulais participer à une grève organisée

l'origine, de « précaution contre la répression ». Au fil du temps cette discipline organisationnelle s'est maintenue dans l'optique de résister à « la mauvaise image que les médias donnent de l'UGTG ». Ainsi, le respect de la discipline militante y est présenté comme « une condition intrinsèque du combat indépendantiste ». Il faut souscrire au projet indépendantiste pour pouvoir prétendre appartenir au syndicat ou y exercer des responsabilités. Cette posture se confronte à la tension entre la volonté de s'afficher comme un contre-pouvoir, inscrit dans la perspective d'accéder à l'indépendance, et les injonctions à la « normalisation » du syndicalisme qui sont largement relayées par les grands médias ou les médias locaux dès lors que l'UGTG est partie prenante d'un conflit social.

5. De fait, l'UGTG s'est montrée particulièrement soucieuse de ne pas abuser de sa position dominante dans le champ syndical. D'abord, parce que le consensus généré par la lutte contre la *pwofitasyon* a été « intégré » par le syndicat indépendantiste, et que cette intégration a été facilitée par son dirigeant actuel. Le *leadership* du LKP, assumé par Élie Domota, a largement participé de cette dynamique inclusive, en s'adressant à tous les protagonistes sur un pied d'égalité et en s'assurant que l'UGTG n'apparaisse pas comme hégémonique au sein de la coalition, et ce malgré sa prépondérance avérée.

par l'UGTG elle m'aurait dit : « N'y va pas ! », ou elle m'aurait empêché d'y aller, peut-être. Elle m'aurait dit : « N'y va pas, il risque de t'arriver quelque chose ! ». Et là, pas du tout ! Je sentais presque un soutien. Elle me disait « Voilà ! », « Vas-y » ! Il y avait beaucoup de gens comme ça, beaucoup de personnes qui nous soutenaient. Beaucoup de personnes étaient favorables à ce mouvement-là. D'ailleurs, quand ils ont commencé à barrer les routes, on ne s'attendait pas, dans certains endroits, à recevoir autant de soutien. Quand on est allés défiler à Bouillante, les gens venaient nous parler. Dans ces moments-là, tu prends conscience de ce qui se passe. Et moi je comprends tout à fait des gens comme Domota qui disent qu'ils ont été quelque part « dépassés » par les choses. Qu'ils ne s'attendaient pas à ce que cela prenne une telle ampleur. Parce qu'au début déjà, quand le mouvement a commencé on était déjà très satisfaits. Et l'ampleur que ça a pris...

Qu'est-ce qui avait changé vraiment alors ?

Dans la tête de beaucoup de personnes, enfin des gens que j'ai pu entendre parler, tout allait changer avec LKP ! Moi, contrairement à beaucoup de personnes, je pensais que ce n'était pas en une seule fois que le système auquel nous sommes confrontés allait changer. Je ne pensais pas que tout irait bien après ça, que tout allait être réglé ! Non ! Par contre, quand même, je pensais que nos politiques auraient pris une leçon de cette histoire, au moins par honnêteté, par respect pour le peuple guadeloupéen... parce que pour moi c'est du non-respect ! Je pensais qu'ils auraient respecté les accords. Je crois par exemple, que des gens comme

Lurel⁶, si je les ai devant moi, je leur crache à la figure. C'est tout ce qu'ils m'inspirent.

Toi, en somme, tu estimes que les gens devraient être « plus exigeants » ?

Il faut que les gens comprennent, oui ! Quelque part nous sommes les patrons de ces gens-là, ça. C'est nos impôts qui les payent. En ce moment, on a l'impression qu'ils sont là pour... On dira que ce sont des faveurs qu'ils nous donnent. On entend ça tout le temps. Alors que c'est eux qui nous doivent des comptes. Moi ça m'a toujours paru extraordinaire d'entendre des gens parler comme ça, extraordinaire ! C'est toujours « ma commune », « mon hôtel de ville », « ma région », « j'ai fait ci ! », « j'ai fait ça ! ». Non mais attends, tu croirais que l'argent sort de leur poche ! Et il y a un certain nombre de gens qui pensent que quand ils ont quelque chose à demander, c'est une faveur, alors que non, c'est leur droit ! On dirait toujours que c'est une faveur. Combien de fois j'ai entendu ça ? Les gens disent toujours « c'est une faveur qu'ils m'ont rendue ! ». Alors que non, tout ça, c'est nous qui le payons. Et c'est pareil quand on demande un travail. Moi, je suis en fin de contrat, je vais aux Assedic. Je ne me laisse pas faire ! Parce que moi j'ai cotisé, je ne suis pas en train de demander une faveur. J'ai cotisé aux Assedic. J'ai le droit de bénéficier de mes Assedic, comme j'ai le droit de choisir ce qui est plus avantageux pour moi. Mais non, les gens ils attendent toujours « des faveurs », « qu'on leur fasse une faveur ». Non ! Tu travailles, ton travail mérite salaire.

6. Victorin Lurel, alors président socialiste de la région Guadeloupe, aujourd'hui ministre des Outre-mer.

Et c'est là où tu vois que ces gens-là ont vraiment le pied dans la gorge des Guadeloupéens. C'est parce qu'il y a une relation de paternalisme en fait. Ce qui fait qu'il y a un moment où tu dois dire « moi je ne suis pas d'accord ! », eh bien eux, ils ne peuvent pas. Ah ! Moi je ne suis pas du tout comme ça ! Moi j'ai choisi de ne plus travailler dans une collectivité. Parce que l'exécutif est tellement proche des employés que tu te retrouves toujours dans ce type de relations-là. Ou alors tu es *persona non grata*.

Et les adversaires d'alors, les gens avec qui LKP devait négocier, ils étaient perçus comment ?

Au départ, la première personne qui m'a choquée, ça a été le président du conseil régional, pour son attitude hautaine. Disons que son attitude, et même le fait qu'il était moqueur, ça m'a beaucoup énervée.

C'était Lurel, le président de région ?

Oui, moi j'étais devant ma télé et j'étais très énervée (fait des signes d'exaspération avec les bras). Je ne peux pas comprendre qu'un Guadeloupéen, en tant que président du conseil régional, puisse agir comme ça. Oui je dirais même que quelque part, pour moi, ce ne sont pas des Guadeloupéens !

Ça t'a vraiment choquée ?

Ah oui ! L'attitude de départ, de se moquer. Le président du conseil général doit avoir une autre attitude. Je ne dirais pas, enfin je ne dirais pas qu'il avait compris tout de suite. Mais enfin il a été moins hautain. Il n'était pas là à se moquer. Il restait dans « son statut » de président

de région, il fallait voir ça ! Parce que Lurel, un jour il nous a carrément fait le rappel : il nous rappelait les choses qu'il avait faites par le passé, comme si on était dans une élection. C'était ça ! C'était vraiment grave ce truc-là. De voir des gens comme ça, des gens qui n'écoutent pas alors que le LKP vient vous dire qu'il y a un problème et qu'il faut qu'on trouve des solutions à ce problème. Et, des fois tu es là... et eux ils viennent, ils nous racontent leur vie comme si c'était les élections : qu'ils ont fait ci, qu'ils ont fait ça. Non ça ne le faisait pas.

Toi, tu as regardé les négociations quand elles sont passées à la télé⁷ ? Est-ce que tu as l'impression que c'est le moment où les Guadeloupéens se sont rendus compte qu'il y avait vraiment un problème ? Qu'ils ont pris conscience de certaines choses à cause de ça ?

En fait, lors de ces négociations, on s'est aperçus d'un certain nombre de choses

7. L'ampleur des premières manifestations a surpris le LKP autant que ses adversaires, et il est rapidement apparu que, si les autorités continuaient à ne pas répondre aux sollicitations des dirigeants du LKP (et notamment des syndicalistes), la mobilisation avait toute chance de se généraliser encore davantage. Les pouvoirs publics changent donc rapidement de stratégie et la première véritable rencontre entre le LKP et les autorités a lieu à la fin de la première semaine du conflit. Le préfet donne son autorisation à la chaîne Canal 10 pour retransmettre la réunion. De nombreux téléspectateurs guadeloupéens ont bénéficié de la diffusion filmée des séquences de négociation. La retransmission des négociations sur Canal10 constitue un épisode contestataire d'une nature particulière et relativement rare, dans la mesure où le public n'est quasiment jamais témoin des processus de négociation. Il y a fort à parier que dans le cas des négociations au World Trade Center, le fait que le rituel ait été bousculé ait eu des conséquences importantes sur l'opinion que la population guadeloupéenne a pu se faire du conflit, précisément parce que la retransmission a mis en lumière les conditions de la négociation.

qui se passaient. Il y a des choses qu'on savait, mais jusque-là, ça restait du « non-officiel ». Et là, tu te rends compte que vraiment, certaines choses.... Enfin certaines choses dont tu pouvais te douter, que tu pouvais savoir, et que véritablement ce n'est pas normal ! Ce n'est pas bien ! Et que ces gens-là, les responsables ils le savent. Mais ils ne disent rien, ils ne protestent pas ! Parce qu'on a l'impression que ça leur suffit, que ça leur plaît d'être dans cette situation-là ! On a l'impression de gens qui se complaisent dans cette situation, que le système qui se trame, il ne les dérange pas. Et après parmi les gens que j'ai découverts, il y avait Willy Angèle⁸. Et ce mec-là, franchement... Et puis aussi Mme Khoury, la directrice de la chambre de commerce et d'industrie.

Et eux, ils t'ont paru « à côté de la plaque » ?

Alors Mme Khoury, c'est clair ! Mme Koury c'était « Madame-rien-n'est-possible ». Il y a même eu une chanson là-dessus. Rien n'était possible, selon elle. Et heureusement, les personnes parmi le LKP ne sont pas venues juste avec des revendications pour dénoncer, ils ont fait un constat, il y avait des revendications derrière et on savait qu'il y avait aussi des possibilités. Ils disaient qu'on pouvait changer les choses. Donc, ce qui fait que Mme Khoury a bien dû fermer son clapet. Et Willy Angèle, il restait dans son coin. C'est des gens, enfin... je ne sais même pas comment décrire ces gens-là.

En même temps, Willy Angèle est responsable du Medef, on peut imaginer

8. Willy Angèle est entrepreneur, porte-parole du Medef en Guadeloupe depuis 2005.

que c'est son travail de défendre les patrons, non ?

Oui, mais par exemple, le LKP était conscient que les petites entreprises, les petits commerçants ou les artisans subissent aussi cette *pwofitasyon* aussi, il y avait des changements à faire. Mais, Willy Angèle, ce n'est que le larbin des grosses entreprises. Il prétend toujours qu'il s'inquiète pour les petites entreprises, ou les moyennes entreprises, qu'il se soucie de la Guadeloupe, mais en fait il n'est que le larbin de grosses entreprises. S'il avait voulu proposer des solutions, pour les petites entreprises... Aujourd'hui, si on regarde la situation des petites entreprises, ces gens-là, ils n'ont que les miettes. Il y a des grosses entreprises qui sont tout en haut, et les petits entrepreneurs, qui sont à la corde. Ils ne peuvent pas refuser un marché, ils savent très bien ce qu'on leur donne et le prix qu'on leur paye. C'est comme ça et pas autrement. Ils ne peuvent pas s'en sortir, quand on voit le prix du matériel, ça n'est pas normal tout ça ! Et ces petits entrepreneurs, ce sont des gens qui au départ ne se battaient pas. Après si tu leur dis tout ce que je te dis là, ils voient bien qu'il y a un problème. Et ça les grandes entreprises, ça les dérange. Mais c'est comme ça partout en Guadeloupe, il y a cette espèce de paternalisme, même dans les collectivités. Moi je ne veux plus de tout ça. C'est pour ça que je veux monter mon exploitation agricole. [...]

Parce que tu te rends compte de « comment ça fonctionne » ?

En fait, ce que je veux te dire c'est que... Quand tu vois que, dans une collectivité, la partie qui te concerne n'est pas mise

en valeur, que l'exécutif n'est pas du tout conscient de ce que c'est, de ce que ça représente, il y a un moment où soit tu fais comme certains et tu laisses couler, soit tu fais comme moi, et tu pars. Après, tu peux essayer de te battre aussi, mais il faut avoir les armes. Et moi, j'estimais que je n'avais pas les armes. En tous cas, pas toute seule. Eh oui, l'environnement et l'agriculture ce sont vraiment des choses importantes. Moi, je fais partie des gens qui pensent que la Guadeloupe devrait pouvoir se nourrir toute seule. Il y a tellement d'atouts. Sans pour cela vivre en autarcie, mais en partant de ce qui se passe ici. Parce qu'on est un jeune peuple. On devrait pouvoir se saisir de ce qui se passe ailleurs et de le mettre à la sauce guadeloupéenne, si l'on peut dire. Mais toujours en respectant l'environnement, et en gardant surtout notre culture. Et puis surtout je ne veux pas qu'on nous dise comment on doit fonctionner dans notre pays. Moi ce que je ne veux pas, c'est qu'on nous dise : « c'est comme ça qu'il faut faire dans ton pays ». Si tu veux me dire ce que je dois faire, tu rentres direct en confrontation avec moi. Si l'on commence à me dire comment je devrais vivre et ce que je devrais faire, alors ça peut mal se passer.

Et du coup, ton syndicalisme, tu considères que ça fait partie de cette « expérience de faire différemment », c'est aussi une « façon de ne pas se laisser faire » ?

Oui, pour moi, le syndicalisme à l'Unsa c'était surtout donner un coup de main. C'était pour aider. Mais honnêtement hein, lorsque je me sentirai bien établie et tout, que j'aurai ma propre exploitation j'irai vers l'UGTG, c'est sûr. Je serai à l'UGTG. ■